



Dialogue intergénérationnel pour
transformer les engagements climatiques
en opportunités concrètes d'emplois verts
pour les jeunes au Sénégal

Rapport Général de la Table Ronde Nationale : COP30, Tremplin pour l'Inclusion et l'Intégration des Jeunes

Makhoudia Ndiaye

A partnership of three UN-agencies:



Table des matières

1. Introduction et Cadrage Stratégique	2
2. Méthodologie et Dynamique des Travaux	3
3. Diagnostic Systémique de l'Écosystème des Emplois Verts.....	5
4. Résultats Clés et Piliers Stratégiques	7
5. Feuille de Route Nationale Opérationnelle (12 Mois) (voir fiche synthétique en annexe).....	9
6. Analyse Sectorielle Approfondie et Opportunités	13
7. Analyse des Risques et Facteurs Clés de Succès	14
8. Conclusion et Perspectives.....	16
Annexe : Feuille de route synthétique.....	17

1. Introduction et Cadrage Stratégique

1.1. Le Contexte : l'urgence d'une Transition Juste

Le Sénégal, à l'instar de nombreuses nations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, se trouve aujourd'hui à une croisée des chemins historique, naviguant entre les impératifs de développement économique accéléré et l'urgence absolue de l'adaptation climatique. La table ronde organisée à Saly les 3 et 4 décembre 2025, intitulée « COP30, un tremplin pour l'inclusion et l'intégration des jeunes », ne constitue pas un événement isolé, mais s'inscrit dans une séquence politique et écologique critique.

La justification fondamentale de cette rencontre réside dans la convergence de deux courbes exponentielles : la démographie et la vulnérabilité climatique. Avec plus de 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans, le Sénégal dispose d'un potentiel humain immense, souvent qualifié de dividende démographique¹. Cependant, ce potentiel risque de se muer en passif social si l'économie ne parvient pas à générer des opportunités d'emploi décentes à un rythme suffisant. Le chômage des jeunes, combiné à un secteur informel prédominant (97% des unités de production), crée une pression sociale que les pouvoirs publics tentent de résorber par des politiques volontaristes.

Parallèlement, la crise climatique manifeste ses effets avec une violence accrue sur le territoire national. La désertification au Nord, l'érosion côtière menaçant les infrastructures touristiques et urbaines (notamment à Saint-Louis et Dakar), le stress hydrique affectant l'agriculture pluviale, et la perte de biodiversité constituent des menaces directes sur les moyens de subsistance traditionnels. Dans ce contexte, la transition écologique cesse d'être une option pour devenir une nécessité de survie. L'enjeu central de la table ronde était donc de démontrer que cette transition n'est pas seulement une contrainte, mais un gisement d'opportunités économiques : c'est le paradigme des « emplois verts ».

1.2. L'Alignement avec la Vision Sénégal 2050 et les Engagements Internationaux

L'initiative de la table ronde s'aligne rigoureusement sur les nouvelles orientations stratégiques de l'État du Sénégal. Le référentiel « Vision Sénégal 2050 : pour un Sénégal souverain, juste et prospère » structure désormais l'action publique autour de piliers qui résonnent directement avec les thématiques abordées à Saly.

Le premier axe de cette vision, consacré à une « économie productive et compétitive », met l'accent sur la transformation locale et l'industrialisation, des secteurs où l'économie circulaire et les technologies propres ont un rôle central à jouer. Le deuxième axe, focalisé sur le « capital humain de qualité et l'équité sociale », place l'emploi des jeunes et la formation professionnelle au cœur des priorités nationales. La table ronde a permis d'opérationnaliser ces axes en explorant comment la

¹ Le dividende démographique est une opportunité de croissance économique temporaire qu'un pays peut connaître lorsque la part de sa population en âge de travailler (active) devient très importante par rapport à la population dépendante (enfants et personnes âgées)

transition énergétique et écologique peut servir de vecteur à cette transformation structurelle.

Au niveau international, le Sénégal s'inscrit dans une dynamique multilatérale forte.

La table ronde capitalise sur deux projets structurants portés par le système des Nations Unies :

1. **Le projet « Dimension sociale de la transition écologique »** : Fruit d'un partenariat entre la France et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), ce projet vise à garantir que la transition vers une économie bas carbone ne laisse personne de côté. Il insiste sur la protection sociale, le dialogue social et l'anticipation des mutations du marché du travail.
2. **Le Pacte pour des emplois verts destinés aux jeunes (« The Pact »)** : Piloté conjointement par le PNUE, l'OIT et l'UNICEF, cette initiative mondiale ambitieuse vise la création d'un million d'emplois verts. Elle repose sur la conviction que la jeunesse est le principal agent du changement pour une économie circulaire.

La COP30 à Belém en 2025 agit comme un catalyseur. Le Sénégal est en voie d'actualiser sa Contribution Déterminée au niveau National de troisième génération (CDN 3.0) qui intègre pleinement la dimension emploi et inclusion sociale, avec l'ambition de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement. Le Sénégal y est arrivé avec une feuille de route crédible, démontrant sa capacité à absorber des financements climatiques pour des projets à fort impact social.

1.3. Objectifs et Ambitions de la Table Ronde

L'objectif général assigné à cette rencontre était de promouvoir une compréhension commune et décomplexée des enjeux de la transition verte. Il s'agissait de briser les silos entre les différents ministères (Environnement, Emploi, Jeunesse, Formation Professionnelle), le secteur privé et la société civile pour initier un dialogue structuré.

De manière spécifique, les travaux visaient quatre résultats majeurs :

- **Mettre en lumière l'impact de la COP30** : Comprendre comment les négociations internationales sur le climat, souvent perçues comme lointaines et technocratiques, peuvent se traduire en opportunités concrètes de financement et de développement pour les jeunes sénégalais.
- **Identifier les niches porteuses** : Sortir des généralités pour cartographier précisément les chaînes de valeur (énergie solaire, gestion des déchets, agroécologie, bâtiment durable) où des emplois peuvent être créés rapidement.
- **Favoriser le dialogue intergénérationnel** : Créer un espace où la jeunesse ne se contente pas d'écouter, mais co-construit les solutions avec les décideurs publics et les experts.
- **Formuler une feuille de route opérationnelle** : Aboutir à un plan d'action sur 12 mois, assorti d'indicateurs de suivi, pour ne pas en rester au stade des intentions.

2. Méthodologie et Dynamique des Travaux

2.1. Une Approche Innovante de Co-construction

La méthodologie déployée pour cette table ronde a marqué une rupture avec les formats institutionnels classiques, souvent descendants et rigides. Les organisateurs ont opté pour une approche résolument participative, inspirée des techniques d'intelligence collective telles que le « World Café ». L'enjeu était de gérer l'hétérogénéité des 20 participants — allant de hauts fonctionnaires ministériels à des représentants de la jeunesse, en passant par des chefs d'entreprise et des experts onusiens — pour en faire une force de proposition.

L'analyse des documents de modération révèle une stratégie en deux temps : une phase de « mise à niveau » pour harmoniser les connaissances, suivie d'une phase de « co-construction » intensive. Cette approche a permis d'éviter l'écueil fréquent des dialogues de sourds où chaque acteur utilise un lexique différent. La « déconstruction » des concepts d'emplois verts et de transition juste a été identifiée comme un prérequis indispensable. Il fallait s'assurer que lorsque l'on parle d'emploi vert, un jeune entrepreneur de Ziguinchor, Un spécialiste des ponts et chaussées secteur privé et un expert du Ministère de l'Environnement entendent la même réalité opérationnelle.

2.2. Déroulement Chronologique et Séquençage

La table ronde s'est structurée sur deux journées denses, conçues pour progresser du diagnostic vers l'action.

Jour 1 : Vision Partagée et Diagnostic

La première journée a été consacrée à l'établissement d'un socle commun de connaissances et au partage d'expériences.

- **Cérémonie d'ouverture et Icebreaker** : Dès l'entame, le ton a été donné par un exercice brise-glace intitulé « Ma Tâche Verte », invitant chaque participant à pitcher en une minute une action concrète menée par son institution. Cela a permis de cartographier immédiatement l'existant et de créer une dynamique d'engagement personnel.
- **Présentation du cadre de la politique nationale de l'emploi**, suivie d'un dialogue, entre décideurs publics, acteurs privés et les jeunes, qui a dressé l'état des lieux des politiques publiques (SNPEV, Plan national d'énergie). La consigne était claire : se concentrer sur les « goulots d'étranglement » et les défis réels, plutôt que sur l'autosatisfaction institutionnelle. Le questionnaire central soumis à tous, surtout les jeunes, était : « Où est le blocage pour l'intégration des jeunes ? » et « Comment lever les goulots d'étranglement ? ».
- **Atelier de Cartographie**: L'après-midi a vu les participants continuer, le dialogue, pour identifier les niches d'emplois verts. La méthode a forcé le brassage des idées, chaque proposition s'enrichissant des contributions précédentes. Les thématiques abordées (Énergie, Déchets, Agriculture, Bâtiment) ont été passées au crible pour identifier les besoins spécifiques en compétences.

Jour 2 : Co-construction et Engagements

La seconde journée a été orientée vers la production de livrables tangibles.

- **Définition des Actions Clés :** Les ateliers du matin ont visé à formuler des actions SMART. Le risque identifié— la dispersion ou la formulation de vœux pieux — a été géré par l'imposition de contraintes de réalisme (budget, délai de 12 mois).
- **La validation de la feuille de route :** Point d'orgue de l'événement, cette séquence symbolique a vu chaque partie prenante valider la feuille de route à la suite des actions clés.

2.3. Analyse des Parties Prenantes et de leur Participation

La composition du groupe de travail a été pensée pour couvrir l'ensemble de l'écosystème.

- **Institutions Publiques :** La présence de représentants des Ministères de l'Emploi et de la formation professionnelle, du Travail, de l'Environnement et de l'Industrie et du commerce a garanti l'ancrage institutionnel des travaux. Cependant, les comptes-rendus notent parfois un décalage entre la planification stratégique (niveau central) et la réalité de la mise en œuvre locale.
- **Secteur Privé et Syndicats :** Le Conseil National du Patronat (CNP) et la Confédération Nationale des Travailleurs du Sénégal (CNTS) ont apporté la vision du marché du travail. Le secteur privé a pris des engagements fermes : aider à identifier les niches, encourager l'investissement dans la formation et co-développer la feuille de route.
- **Jeunesse et Société Civile :** Les organisations de jeunesse (CNJ, mouvements associatifs) ont joué un rôle central, refusant la posture de simples bénéficiaires pour revendiquer celle de partenaires. Leur intervention a souvent bousculé les débats, exigeant des réponses concrètes sur l'accès au financement et la lourdeur administrative : « Présence ne vaut pas participation ».
- **Partenaires Techniques et Financiers (PTF) :** L'OIT a agi en facilitateur, apportant leur expertise méthodologique et leur capacité de mobilisation internationale, tout en rappelant les échéances globales comme la COP30 et la PNE appelée à intégrer la transition écologique conformément à son principe de durabilité.

3. Diagnostic Systémique de l'Écosystème des Emplois Verts

Les travaux de la table ronde ont permis de dresser un diagnostic lucide et sans complaisance des freins et leviers de l'économie verte au Sénégal. Trois axes majeurs de blocage ont été identifiés : le financement, les compétences et le cadre réglementaire.

3.1. Le Paradoxe du Financement : Abondance Théorique, Pénurie Réelle

Le financement a constitué le point nodal des discussions, cristallisant les frustrations et les incompréhensions entre les jeunes porteurs de projets et les institutions financières. Le diagnostic posé par les participants est celui d'un paradoxe : « Ce n'est pas l'argent qui manque, ce sont les moyens de les saisir ».

L'Inadéquation de l'Offre Bancaire Classique

Les participants ont souligné que les institutions financières sénégalaises restent frileuses face aux projets verts. Plusieurs raisons structurelles expliquent ce blocage :

- **Perception du Risque :** Les banquiers peinent à évaluer la rentabilité des projets liés à l'économie verte (agroécologie, recyclage), souvent perçus comme risqués, à rentabilité lente (ROI > 7 ans) et techniquement complexes.
- **Critères d'Éligibilité Excluants :** Les exigences en matière de garanties réelles (titres fonciers) et d'historique financier (« track record ») excluent de facto la quasi-totalité des jeunes primo-entrepreneurs. Comme l'a noté un expert : « Ce sont les critères de la banque qui font que ce n'est pas accessible ».
- **Manque de Produits Dédiés :** Il y a une absence criante de produits financiers adaptés aux cycles de vie des startups vertes (prêts d'honneur, capital-risque, fonds d'amorçage patient). Bien que des institutions comme la BNDE ou la DER/FJ disposent de lignes de crédit, leur accès reste contraint par des procédures classiques souvent inadaptées à la cible jeunesse.

Importance de l'accompagnement technique des projets et initiatives vertes portés par les jeunes : de nombreuses initiatives vertes proposées par les jeunes nécessitent un encadrement renforcé afin de mûrir les projets, améliorer leur viabilité et maximiser leurs chances d'accès au financement. **Les Pistes de Financement Alternatif**

Face à l'impasse des financements, la table ronde a exploré des alternatives innovantes :

- **La Diaspora :** L'idée de mobiliser l'épargne de la diaspora via des plateformes de crowdfunding a été débattue. Si le potentiel est jugé énorme, les obstacles restent la confiance et la complexité des transferts formels vers des investissements productifs.
- **La RSE et les Fondations :** Les grandes entreprises (secteur minier, télécoms comme Sonatel/Orange) disposent de fonds RSE sous-utilisés qui pourraient servir de capital d'amorçage ou de fonds de garantie pour les projets des jeunes.
- **Mobilisation vs Création de Fonds :** Un débat stratégique a eu lieu sur l'opportunité de créer un nouveau fonds dédié. Le consensus s'est orienté vers le pragmatisme : plutôt que de créer une nouvelle structure (processus long et incertain), il est plus efficace de **mobiliser** et de flécher les ressources existantes au sein des institutions actuelles vers les emplois verts.
- **Fonds verts sur le climat :** ces fonds sont mobilisables en collaboration avec des agences du Système des Nations Unies pour promouvoir les investissements soutenant la productivité dans les secteurs de l'économie verte et bleue, avec l'objectif de renforcer l'employabilité pour la création des emplois verts.

3.2. Le Défi des Compétences : Vers une « Écologisation » de la Formation

Le deuxième goulot d'étranglement identifié est le déficit de compétences techniques adaptées. La transition écologique requiert de nouveaux savoir-faire que le système éducatif actuel peine à fournir.

Le Fossé Académique

Les participants ont déploré une offre de formation souvent trop généraliste, théorique et déconnectée des besoins du secteur privé. Les cursus universitaires classiques ne produisent pas assez de techniciens opérationnels pour l'installation de panneaux solaires, la maintenance d'équipements d'irrigation efficace ou la valorisation des déchets.

L'Urgence de la Formation Courte et Pratique

Une demande forte a émergé pour des formats de formation agiles :

- **Durée** : Des modules courts (3 à 6 semaines) et intensifs sont privilégiés pour permettre une insertion rapide sur le marché du travail, contrairement aux masters de deux ans.
- **Cibles** : Il est impératif de ne pas cibler uniquement les apprenants du circuit formel. Une grande partie de la jeunesse sénégalaise est déscolarisée ou travaille dans l'informel. Des programmes de formation technique accessibles sans diplôme préalable (sur le modèle de l'apprentissage ou du compagnonnage) sont nécessaires.
- **Contenu** : Les formations doivent couvrir à la fois les « hard skills » (techniques vertes) et les « soft skills » (gestion d'entreprise, éducation financière, savoir-être), indispensables pour la pérennité des micro-entreprises.

3.3. Le Cadre Institutionnel et Réglementaire : Simplifier pour Inclure

Le troisième axe du diagnostic concerne l'environnement des affaires.

- **Lourdeur Administrative** : La complexité des procédures de formalisation (création d'entreprise, obtention du NINEA, déclarations fiscales) reste un frein majeur. Pour les projets verts, s'ajoute la difficulté d'obtenir les certifications et quitus environnementaux auprès du Ministère de l'Environnement, souvent perçus comme un parcours du combattant.
- **Déficit de Coordination** : La multiplicité des agences (ANPEJ, DER, Agropoles, etc.) crée le foisonnement des guichets dédiés à l'entrepreneuriat et la promotion des emplois et une illisibilité de l'action publique. Les jeunes ne savent pas à quelle porte frapper. L'absence d'une plateforme unique centralisant l'information sur les opportunités vertes est un manque criant, exacerbé par des « guerres de chapelles » entre ministères (ex: Environnement vs Emploi).
- **Inclusion des Jeunes** : Le diagnostic a révélé une frustration des jeunes quant à leur rôle. Ils ne veulent plus être consultés uniquement pour la forme (« alibi »), mais exigent d'être impliqués dans la gouvernance et le pilotage des initiatives qui les concernent.

Ce diagnostic systémique a servi de base à l'élaboration de la feuille de route, en orientant les solutions vers la levée de ces barrières spécifiques.

4. Résultats Clés et Piliers Stratégiques

La phase de co-construction a abouti à la structuration d'une réponse nationale articulée autour de quatre piliers stratégiques. Ces piliers ne sont pas des silos isolés, mais des axes d'intervention interdépendants, traversés par une fonction essentielle de communication.

4.1. Pilier 1 : Formation et Renforcement de Capacités

Ce pilier répond directement au déficit de compétences (skills mismatch) identifié. L'ambition est de créer un vivier de talents capables de porter la transition verte.

- **Stratégie Duale** : Le rapport préconise une approche à deux vitesses. D'une part, s'appuyer sur les circuits de formation existants pour une mise en œuvre rapide. D'autre part, réformer et créer des parcours pour les jeunes hors du système formel (informel, déscolarisés) afin de garantir l'inclusion.
- **Secteurs Cibles** : Les programmes de formation seront prioritairement orientés vers les secteurs à fort potentiel de main-d'œuvre immédiat, identifiés lors des ateliers :
 - **Énergie Solaire** : Installation et maintenance.
 - **Agroécologie** : Production durable et techniques agricoles résilientes.
 - **Déchets** : Traitement et valorisation des déchets.
- **Objectif Chiffré** : L'ambition validée est de former et/ou certifier **200 apprenants** sur les 12 mois du projet pilote.
- **Budget Prévisionnel** : Une enveloppe de **25 millions de FCFA** est estimée pour ce volet.

4.2. Pilier 2 : Financement et Accompagnement

Face à l'échec des approches classiques, ce pilier propose des mécanismes innovants pour dérisquer l'investissement vert.

- **Le Fonds d'Amorçage Pilote (« Proof of Concept »)** : C'est la mesure phare de la table ronde. Plutôt que d'attendre la structuration hypothétique d'un grand fond national (jugée improbable en 12 mois), les participants ont suggéré de lancer un projet pilote finançant **20 projets** (5 par secteur prioritaire : Solaire, Agro, Déchets, Bâtiment). L'objectif est de tester le modèle de soutien sur une petite échelle pour prouver sa viabilité avant de le généraliser.
- **Mobilisation Financière** : L'objectif est de mobiliser environ **50 millions de FCFA** auprès de partenaires (ambassades, fondations, PTF) pour financer cette phase pilote.
- **Cartographie et Mobilisation** : Une action prioritaire est la réalisation d'une cartographie exhaustive des lignes de financement existantes et des principaux acteurs parties prenantes de l'écosystème économie/emplois verts. L'objectif est de lutter contre l'asymétrie d'information en rendant ces opportunités visibles et compréhensibles pour les jeunes.

4.3. Pilier 3 : Réformes et Cadre Réglementaire

Ce pilier vise à créer un environnement favorable (Enabling Environment) pour l'éclosion des startups vertes.

- **Simplification Administrative (« Fast-Track »)** : L'engagement a été pris d'initier dès le premier trimestre (Q1) des réformes pour simplifier les procédures administratives. L'idée est d'établir des conventions avec les administrations (Commerce, Environnement) pour créer un parcours facilité pour les bénéficiaires du programme, incluant la digitalisation des démarches.

4.4. Pilier 4 : Redynamisation de la Plateforme Nationale pour l'Economie Verte (PNEV) et Système d'Information

Pour pallier le manque de coordination et de visibilité, la redynamisation de la PNEV est actée.

- **Centralisation de l'Information** : Une plateforme numérique servira de point d'entrée unique pour toutes les opportunités (offres d'emploi, appels à projets, formations, financements). Elle agrégera les données dispersées entre les différents ministères et agences.
- **Approche MVP (Minimum Viable Product)** : Tirant les leçons des grands projets informatiques coûteux, la décision a été prise de démarrer avec un budget modeste de **40 millions de FCFA** (environ 30 000 USD) pour lancer une version fonctionnelle basique rapidement (T2/T3) avec le concours de la PNEV.

4.5. La Communication : Une Fonction Transversale

Contrairement à certaines approches où la communication est un pilier isolé, la table ronde a décidé d'en faire une fonction transversale. La logique est que la meilleure formation ou le meilleur fonds ne servent à rien s'ils ne sont pas connus des bénéficiaires. Chaque pilier devra donc intégrer sa propre stratégie de communication ciblée, utilisant les canaux adaptés aux jeunes.

5. Feuille de Route Nationale Opérationnelle (12 Mois) (voir fiche synthétique en annexe)

La feuille de route issue des travaux de Saly est un instrument de pilotage précis, conçu pour produire des résultats tangibles avant la COP30. Elle est séquencée en quatre trimestres.

La Feuille de Route

Période	Phase Stratégique	Actions Prioritaires (SMART)	Acteurs Responsables	Livrables Attendus
Trimestre 1 (Mois 1-3)	Structuration & Diagnostic	*A-01 : Lancer la cartographie exhaustive des financements verts existants (publics, privés, internationaux). A-02 : Mettre en place le Comité de Pilotage	Comité de Pilotage, Ministères (Finances, Emploi, Environnement..), Consultants	- Rapport de cartographie financière. - Arrêté de création du COPIL. - Mémoire de simplification.

		(COPIL) incluant formellement des représentants de la jeunesse. A-03 : Initier les négociations avec l'administration pour la simplification des procédures (conventions).		
Trimestre 2 (Mois 4-6)	Lancement des Pilotes	A-04 : Développer et valider les curricula de formation courte (Solaire, Agro, Déchets) avec le secteur privé. A-05 : Lancer l'appel à candidatures pour les 20 projets pilotes (sélection rigoureuse). A-06 : Développer la version MVP de la plateforme numérique d'information et Redynamisation PNEV (Budget 40M FCFA).	Comité Technique Instituts de Formation, PTF, Développeurs Tech	- Curricula validés. - Liste des 20 lauréats. - Plateforme V1 en ligne.
Trimestre 3 (Mois 7-9)	Exécution & Accompagnement	A-07 : Dérouler les sessions de formation technique (3-6 semaines) pour	Incubateurs, Mentors, Institutions Financières	- 200 jeunes formés et certifiés. - Fonds

		les 200 apprenants. A-08 : Décaisser la première tranche du fonds d'amorçage pour les 20 projets pilotes. A-09 : Assurer le mentoring et l'incubation des projets lancés.	(BNDE/DER)	effectivement reçus par les jeunes. - Rapports de démarrage des projets.
Trimestre 4 (Mois 10-12)	Évaluation & Mise à l'Échelle	A-10 : Réaliser l'évaluation d'impact des 20 projets pilotes (taux de survie, CA, emplois créés). A-11 : Finaliser la plateforme complète et intégrer les données d'impact. A-12 : Préparer le "Rapport National Jeunesse et Emplois Verts"	Comité de Pilotage, Évaluateurs externes	- Rapport d'impact et "Success Stories". - Modèle de financement validé pour mise à l'échelle.

Détail des Mécanismes de Mise en Œuvre

➤ La Gouvernance

- Comité National de Pilotage (6-8 membres) (réunion trimestrielle)

- Secrétariat Technique d'Exécution(3-4 membres) (coordination mensuelle)
- Unités Sectorielles Opérationnelles (collecte, pilotage et reporting)

➤ **Suivi-Évaluation**

▪ **Indicateurs stratégiques:**

- * Nombre de jeunes formés (homme/femme)
 - * Nombre de projets financés
 - * Mise en place d'un système d'information Jeunes-Emplois Verts
- Nombre d'emplois verts promus

▪ **Indicateurs qualitatifs:**

- * Satisfaction bénéficiaires
- * Inclusion filles et territoires

➤ **Rapports trimestriels**

Les rapports incluent:

- Progrès
- Statut budgétaire
- Écarts et actions correctives
- Décisions du comité

➤ **Les Partenariats & Engagements**

- **Partenaires publics** : Ministères Environnement, Formation, Numérique, Energie, Emploi, Agriculture, Industrie, Travail, Formation Professionnelle, Enseignement Supérieur
- **Institutions** : Agences et Directions (ANPEJ, DER/FJ, FONGIP, ADEPME, 3FPT, ONFP etc.)
- **Privé et Fondations** : solaire, recyclage, agroécologie, incubateurs, institutions financières, chambres consulaires, organisations patronales, Eurocham
- **Système des Nations Unies (SNU)/OIT**

➤ **Le Mécanisme Pilote (20 Projets)**

Le choix de limiter le pilote à 20 projets (5 par secteur) est stratégique. Il s'agit d'éviter le saupoudrage

des ressources. En concentrant l'effort financier et l'accompagnement technique sur un petit nombre, le programme vise un taux de réussite maximal pour créer des « champions » démontrant la viabilité du modèle. Le budget mobilisé pour cette phase pilote est estimé à 50 millions de FCFA.

➤ **La Cartographie des Financements, chaînes de valeur et acteurs de l'écosystème des emplois verts**

Cette action (A-01) est critique. Elle ne doit pas être une simple liste, mais un guide pratique détaillant pour chaque fonds (les critères d'éligibilité, les montants, les guichets d'accès, et les délais), les chaînes de valeurs et acteurs des emplois verts. Elle sera le premier contenu à valeur ajoutée diffusé sur la plateforme numérique.

➤ **L'Inclusion Responsabilisante**

Le Comité de Pilotage (A-02) ne sera pas une chambre d'enregistrement. Les représentants des jeunes y auront voix délibérative, participant au choix des critères de sélection des projets et au suivi des indicateurs. C'est la réponse à la demande de ne plus être de simples spectateurs : « Présence ne vaut pas participation ».

6. Analyse Sectorielle Approfondie et Opportunités

Pour que la feuille de route soit efficace, elle doit s'ancrer dans la réalité des secteurs économiques porteurs au Sénégal. L'analyse des documents de contexte et des échanges de la table ronde permet de détailler les opportunités spécifiques pour chaque filière.

6.1. Énergies Renouvelables et Efficacité Énergétique

Ce secteur est le fer de lance de la transition. Le Sénégal, avec ses ressources solaires exceptionnelles, s'est engagé dans une transition énergétique ambitieuse (Pacte pour l'Énergie) visant l'accès universel à l'électricité d'ici 2029.

- **Opportunités pour les Jeunes :** La demande explose pour des techniciens qualifiés en installation et maintenance de systèmes solaires photovoltaïques (PV), tant pour les grands projets (centrales IPP) que pour le solaire décentralisé (Solar Home Systems) en zone rurale. L'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie (audit énergétique) est une autre niche croissante.
- **Besoins en Compétences :** Il manque cruellement de techniciens de niveau intermédiaire (BTS/CAP) capables d'assurer la maintenance dans la durée, un point critique pour la pérennité des installations rurales.

6.2. Agriculture Durable et Agroécologie

L'agriculture reste le premier employeur du pays, mais elle peine à attirer les jeunes. L'agroécologie, soutenue par la Vision 2050 et les Agropoles, offre une voie de modernisation attractive.

- **Opportunités pour les Jeunes :** Au-delà de la production primaire (maraîchage bio, fermes

intégrées), les vrais gisements de valeur et d'emplois décents se situent dans la transformation locale (chaîne de valeur de l'anacarde, de la mangue, du lait) et les services agricoles (mécanisation partagée, irrigation intelligente, conseil agricole digital).

- **Enjeux** : L'accès au foncier et à l'eau reste le défi majeur. Les projets pilotes devront intégrer des solutions sur ces aspects (ex: hydroponie, modèles coopératifs).

6.3. Gestion des Déchets et Économie Circulaire

L'urbanisation galopante de Dakar et des villes secondaires génère des volumes de déchets croissants, qui sont aujourd'hui un problème sanitaire mais demain une ressource économique.

- **Opportunités pour les Jeunes** : La valorisation des déchets plastiques (pavés, objets recyclés), le compostage des déchets organiques pour l'agriculture urbaine, et la récupération des DEEE (déchets électroniques) sont des niches entrepreneuriales accessibles avec des investissements initiaux modérés.
- **Cadre** : Le secteur a besoin de structuration pour passer de l'informel (récupérateurs) à des entreprises formelles de gestion des déchets.

6.4. Bâtiment et Infrastructures Durables

Le secteur de la construction est en plein boom. L'introduction de normes d'efficacité énergétique et de matériaux locaux ouvre des perspectives.

- **Opportunités pour les Jeunes** : La production de matériaux géo-sourcés (Brique de Terre Compressée - BTC, Typha pour l'isolation) est une filière d'avenir qui valorise les ressources locales et réduit l'empreinte carbone. L'approche HIMO (Haute Intensité de Main-d'œuvre) dans les travaux publics, promue par l'OIT, est également un vecteur massif d'insertion pour la main-d'œuvre peu qualifiée.

7. Analyse des Risques et Facteurs Clés de Succès

La mise en œuvre de la feuille de route n'est pas exempte de risques. Une analyse lucide, issue des rapports de pilotage, permet d'anticiper les écueils.

Tableau d'Analyse des Risques

Risque Identifié	Niveau de Risque	Impact Potentiel	Mesures d'Atténuation (Mitigation)
Inaccessibilité persistante du financement	Critique	Blocage des projets pilotes	Création du fonds d'amorçage avec des critères assouplis (garanties

			alternatives). Partenariat étroit avec la BNDE et la DER pour adapter leurs instruments.
Déficit de compétences (Skills Gap)	Élevé	Faible qualité des projets	Co-construction des curricula avec les entreprises pour garantir la pertinence. Focus sur la formation pratique ("Learning by doing").
Lourdeur administrative & Lenteur	Élevé	Découragement des jeunes	Mise en place de procédures "Fast-Track" spécifiques pour les 20 projets pilotes via des conventions ministérielles.
Retard politique (Validation PNE)	Moyen	Ancrage stratégique de la feuille de route qui risque d'être perçue comme une initiative isolée	Accélérer la validation de la nouvelle Politique Nationale de l'Emploi pour donner une assise légale aux initiatives.
Manque de confiance (Diaspora/Investisseurs)	Moyen	Faible mobilisation de fonds	Transparence totale dans la gestion des fonds pilotes. Reporting régulier et audit des résultats pour rassurer les bailleurs.

➤ Facteurs Clés de Succès

Pour transformer l'essai, la stratégie devra s'appuyer sur :

1. **Le Portage Politique** : L'alignement avec la Vision 2050 et l'implication personnelle des autorités

au plus haut niveau sont indispensables pour briser les silos administratifs.

2. **La Culture du Résultat** : Passer d'une logique de moyens (organiser des ateliers) à une logique de résultats (nombre d'emplois créés, taux de survie des entreprises).
3. **L'Approche Territoriale** : Ne pas tout concentrer à Dakar. Les Agropoles et les zones économiques spéciales doivent être les réceptacles des projets pilotes pour assurer un développement équilibré.

8. Conclusion et Perspectives

La table ronde de Saly a permis de franchir une étape décisive. Elle a transformé une ambition politique diffuse en un plan d'action opérationnel, chiffré et temporellement borné. Le diagnostic est partagé, les priorités sont claires (Formation de 200 jeunes, Financement de 20 pilotes, Réformes, Redynamisation de la PNEV et Système d'information FCFA), et les acteurs sont mobilisés.

L'innovation majeure réside dans le changement de paradigme vis-à-vis de la jeunesse : non plus un problème à gérer, mais une ressource à mobiliser et à responsabiliser. Le refus de créer un nième « fonds fantôme » au profit d'une mobilisation pragmatique des ressources existantes et le lancement d'un pilote modeste mais réaliste (20 projets) témoignent d'une maturité stratégique nouvelle.

Si le Sénégal parvient à exécuter cette feuille de route avec rigueur, il pourra démontrer à la communauté internationale qu'il dispose d'un modèle éprouvé pour transformer les financements climatiques en emplois décents pour sa jeunesse. C'est à cette condition que la « Vision Sénégal 2050 » prendra corps, faisant de la transition écologique le levier de l'émergence d'un Sénégal souverain, juste et prospère. Plus spécifiquement, le modèle pilote réussi permettra d'appréhender les conditions de mise à l'échelle des opportunités de création d'emplois verts dans le cadre de la politique Nationale de l'Emploi.

L'heure n'est plus aux déclarations, mais à l'action. Les douze prochains mois seront un test de crédibilité pour l'ensemble des parties prenantes. La jeunesse sénégalaise attend, et l'urgence climatique ne patiente pas.

Annexe : Feuille de route synthétique

Actions	Qui	Quoi	Quand	Cout	Indicateurs
Formation et Certification	Ministères sectoriels concernés ; Centres de Formation Bénéficiaires (mixte : apprenant(e)s dans les circuits de curricula des CFP et des jeunes hors circuit)	Energie renouvelable (solaire) ; Economie circulaire ; Agro écologie ; Efficacité énergétique	T2, T3 et T4	25 millions FCFA	200 apprenants(e)s formé(e)s
Mobilisation de financement vert, Startup vertes	PTF ; Ambassades ; Partenaires sociaux ; Système des Nations Unies ; Secteur privé/les Grandes Entreprises ; Fondations ; ONG ; CT ; Associations de jeunes	Dons ; Subventions sous conditions ; Elaboration de notes conceptuelles ou de fiche de projets ; Mettre en place un mécanisme de financement ; Services non financiers	T1 à T4	50 millions FCFA	5 projets par secteurs (au total 20 projets)
Réformes et facilitation	DER F/J, APIX, Sectoriels concernés et structures déconcentrées Chambres consulaires	Incitation financement projets verts Formalisation de convention ; Facilitation vers la formalisation ; prise en compte des dispositions environnementales ; Plaidoyer pour la	T1 à T4	Favoriser sur la mise en relations 5 millions FCFA)	5 conventions à signer

		digitalisation des procédures			
Plateformes multi acteurs	Ministères sectoriels ; CNJS ; PNEV ; PTF ; acteurs de l'écosystème de l'économie verte	Système d'informations Jeunes/Emplois verts Redynamisation de la PNEV	T1 à T4	40 millions FCFA	1 SI 1 AG tenue et (les rapports de sessions) ; 3 réunions tenues